

Frank Georgi, *L'autogestion en chantier. Les gauches françaises et le « modèle » yougoslave (1948-1981)*, Nancy, Éditions de l'Arbre bleu, 2018, 522 p.

Michel Dreyfus



L'autogestion a fasciné une partie considérable de la gauche française allant de la Confédération française démocratique du travail (CFDT) et des chrétiens de gauche, aux trotskystes et aux libertaires, en passant par le Parti socialiste unifié (PSU), sans oublier même certains socialistes. Cette notion a eu en effet son heure de gloire en France en 1968 et dans la décennie qui suivit, avant de disparaître rapidement de la scène politique sous le premier septennat de François Mitterrand. Mais l'autogestion n'est pas née de la seule imagination des étudiants et des ouvriers français lors du joli mois de Mai. Ses origines commencent vingt ans plus tôt dans un pays qui a disparu aujourd'hui de la scène : la Yougoslavie de Tito. L'autogestion a été connue en France grâce à un transfert culturel avec ce pays. L'histoire de l'autogestion en Yougoslavie a fait l'objet de nombreux travaux et la

plupart sont bien oubliés aujourd'hui. En revanche, on ne savait que fort peu de choses sur les modalités selon lesquelles l'autogestion a été défendue dans l'Hexagone par de petits milieux, le plus souvent intellectuels, avant qu'elle ne surgisse sur le devant de la scène en 1968. C'est l'objet du livre de Frank Georgi, issu de son mémoire d'habilitation à diriger les recherches.

L'auteur retrace dans un premier chapitre les origines de la notion d'autogestion. Elles peuvent être recherchées à travers des pays et des expériences très diverses. Son expression la plus ancienne se trouve sans doute en Grande-Bretagne avec la notion de *self government*, apparue au début du XIX^e siècle. Cette notion a deux significations possibles : la résolution de la question sociale hors du cadre du socialisme, perçu alors comme synonyme d'étatisme, ou dans une perspective beaucoup plus radicale, l'émancipation intégrale des travailleurs. Puis cette notion est diffusée en France sous la formulation un peu différente d'autonomie par des penseurs socialistes tels que Proudhon et Blanqui, avant d'être reprise au début du XX^e siècle par quelques socialistes tels que Édouard Vaillant ainsi que par le mouvement coopératif. On trouve également référence à l'autogestion en Russie dans la pensée de Bakounine, ensuite dans l'expérience des conseils ouvriers en 1905 et en 1917, puis dans la Hongrie de Bela Kun en 1919 et enfin chez les anarchistes dans l'Espagne de 1936. Les origines intellectuelles de l'autogestion sont donc très diverses.

Dans ce contexte, un groupement hétérogène d'opposants français au stalinisme a vu dans l'expérience yougoslave un modèle original de socialisme et s'est efforcé de le

populariser. Sur la base d'un nombre de sources impressionnantes – notamment le Fonds Yougoslave du ministère des Affaires étrangères et celui de la Fondation Maison des Sciences de l'homme –, Frank Georgi décrit cette nébuleuse dans toute sa diversité, sans oublier les illusions qui ont été parfois les siennes. Les défenseurs de l'autogestion ont été d'une grande variété : intellectuels de gauche en rupture avec un Parti communiste français (PCF) alors tout puissant (Jean Cassou, Claude Bourdet, Clara Malraux), trotskystes, anarchistes, groupe Socialisme ou Barbarie de Cornelius Castoriadis et Claude Lefort, etc. De son côté, la Yougoslavie s'efforce également de populariser l'autogestion à partir des années 1950, en France, au sein de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) ainsi que des partis socialistes d'Allemagne, de Belgique, de Grande-Bretagne, d'Italie et des pays Scandinaves. Plusieurs délégations de la SFIO, au sein desquelles figurent notamment Jules Moch et André Philip, se rendent en Yougoslavie. Il semble que le bilan de ces rencontres ait été assez mince. On ne s'étonnera pas en revanche de voir le PCF adopter sur l'autogestion yougoslave un point de vue tout différent puisqu'il y voit d'abord une forme de révisionisme et ensuite de fascisme. La réconciliation entre l'URSS et la Yougoslavie survenue en 1955 n'empêche pas le PCF de rester très critique vis-à-vis de l'autogestion : cette dernière constitue une pierre de touche de la déstalinisation mais on connaît les efforts de Maurice Thorez pour en freiner les effets au sein de son parti.

Suit alors une décennie de transition. L'autogestion est défendue en France à partir de 1966 et durant vingt ans, par une revue au nom éponyme, lieu de rencontre entre marxistes critiques (Cornelius Castoriadis, Henri Lefebvre), libertaires et une troisième tendance, plus limitée, de sensibilité chrétienne composée de militants de la CFDT. L'autogestion est au cœur des débats complexes du PSU constitué en 1960. Elle progresse également dans le mouvement syndical au sein de la CFDT. Fin connaisseur de l'histoire de cette centrale, Frank Georgi montre comment les débats relatifs à l'autogestion ont commencé plus tôt, dès la fin des années 1950 dans la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC). Constituée en 1964, la CFDT envoie aussitôt une délégation en Yougoslavie. Le soutien de ce syndicat à l'autogestion se manifeste au grand jour en 1968 mais il s'explique par un intérêt précoce. Lors des "événements" de Mai, l'opposition entre le PCF et la Confédération générale du travail (CGT) d'une part, la CFDT, le PSU et l'extrême gauche trotskyste et anarchiste de l'autre, repose largement sur deux projets de société bien différents : les partisans de l'autogestion proposent un modèle de socialisme qui se situe aux antipodes de celui de la gauche marxiste, centraliste et jacobine incarnée par le PCF et une partie de la SFIO.

Dans les années qui suivent Mai 1968, l'autogestion semble avoir le vent en poupe. Elle est popularisée par de nombreux intellectuels et elle contribue également à des reclassements politiques. Certaines composantes de la gauche non communistes sont en effet sensibles à cette « dernière utopie¹ » qui bat en brèche la notion d'un État fort et centralisateur. Ce courant autogestionnaire – dans la nébuleuse duquel se situe la CFDT – rejoint le Parti socialiste, dans la foulée des Assises du socialisme en 1974. En réaction au Programme commun de gouvernement signé deux ans plus tôt par le PCF, le Parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche, ce courant va contribuer à réduire l'influence intellectuelle du marxisme et le poids du PCF, alors considérables. Il remet en cause la conception d'un État fort, centralisateur et

¹ Frank Georgi (dir.), *Autogestion. La dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003.

nationalisateur, avec un programme qui, inspiré des théories autogestionnaires, est influencé par les événements survenus dans l'entreprise Lip en 1973. En revanche, il est réservé sur les nationalisations, tout en prônant la décentralisation. Son principal leader, Michel Rocard, écrira en 2005 que le Programme commun est « césarien, centralisateur », qu'il va engendrer « des nuées de centralisations qui vont mettre le pays à genoux » ; certes, il offre une perspective unitaire pour la gauche mais il est d'un « étatisme effroyable² ». Logique avec lui-même, Michel Rocard, ministre du Plan en 1981, sera hostile aux nationalisations et il empêchera certaines, notamment celle de l'actuel Crédit coopératif³. Toutefois l'engouement pour l'autogestion retombe très vite et elle disparaît de la scène dès la fin de la décennie 1970. L'éclatement de la Yougoslavie après la mort de Tito contribue à ce déclin passé alors relativement inaperçu. Le modèle yougoslave est bien oublié aujourd'hui : qui défend encore l'autogestion ?

Je suggère à Frank Georgi d'étudier dans un prochain livre les rapports intellectuels entre le modèle autogestionnaire et celui de l'économie sociale et solidaire (ESS) dont on parle beaucoup aujourd'hui. L'autogestion constitue en effet une des sources intellectuelles de l'ESS. Cette dernière connaît une renaissance à la fin des années 1970, en raison notamment de l'émergence de la Deuxième gauche. L'autogestion et l'ESS avancent toutes deux un projet original de société. Toutes deux se méfient d'un État trop fort, centralisateur et jacobin. Toutes deux mettent l'accent sur la démocratie locale et la prise en main par les citoyens de leurs propres affaires dans une perspective inspirée sur certains aspects par Proudhon. Certains penseurs de l'ESS se sont intéressés à l'autogestion. Ainsi Georges Lasserre a-t-il publié en 1964 dans *Autogestion* une étude sur le socialisme et la coopération en Yougoslavie ; d'autres théoriciens de l'économie sociale écriront ensuite dans cette revue. Il y a certainement là une filiation intellectuelle qui mérite d'être étudiée. En attendant, la synthèse de Frank Georgi est, par son ampleur et sa précision, indispensable pour connaître un courant de pensée original de l'histoire du socialisme.

² Michel Rocard, *Si la gauche savait. Entretiens avec Georges-Marc Benamou*, Paris, Robert Laffont, 2005, p. 164-165 et 233.

³ Jacques Moreau (directeur de la Banque française de Crédit coopératif de 1976 à 1992), *Témoignage de 1974 à 1992*, p. 10, texte dactylographié, archives du Crédit coopératif 1993), cité par Michel Dreyfus, *Financer les utopies. Une histoire du Crédit coopératif (1893-2013)*, Arles, Actes Sud/IMEC, 2013, p. 246.